

Neuf propositions aux candidats à la présidentielle pour soutenir l'industrie

Les Echos rapporte qu'un collectif constitué de fédérations professionnelles, d'économistes, de syndicalistes et d'étudiants a publié un manifeste avec l'économiste Olivier Lluansi pour « dessiner un chemin vers une France qui innove et produit ». L'objectif : mobiliser la société civile et s'assurer que l'industrie ne sera pas oubliée dans l'action publique après l'élection présidentielle de 2027. Au-delà, l'idée est de convaincre les Français de la nécessité pour le pays de passer « d'une économie fondée sur la consommation à une économie tournée vers la production ». « L'industrie n'est pas seulement un secteur économique, c'est un instrument indispensable à notre prospérité collective, à notre souveraineté et à notre objectif de cohésion territoriale », souligne Olivier Lluansi. Le collectif avance neuf propositions concrètes pour encourager la production et sortir du déclin, comme l'augmentation de la part du made in France de 40 à 60 % dans la commande publique, ce qui assurerait un surcroît de chiffre d'affaires de 15 milliards d'euros aux entreprises tricolores. Ou encore la création d'un Livret industrie pour attirer l'épargne des Français. Le collectif propose aussi de sanctuariser du foncier pour l'industrie, de garantir un prix compétitif de l'électricité et de développer la formation pour pallier les 60 000 emplois vacants dans cette branche. Le pilotage de cette politique industrielle pourrait être confié à une délégation interministérielle placée sous l'autorité du Premier ministre, indique le manifeste. « Ces mesures ne rencontrent pas d'opposition politique », souligne Olivier Lluansi tout en reconnaissant qu'« elles ne sont pas pour autant faciles à mettre en œuvre ». Régulièrement (Les Echos / Nathalie Silbert, p.3)

Dans un entretien au **Point. fr**, Olivier Lluansi détaille le rapport, rappelant qu'il y a bien eu « une embellie entre 2017 et 2023 : nous avons recréé en moyenne environ 15 000 emplois manufacturiers par an. Mais pour être sur une véritable trajectoire de réindustrialisation, il en aurait fallu quatre fois plus, de l'ordre de 60 000 à 70 000 par an ! ». Et depuis la mi-2024, « la tendance s'est inversée, sans que cela provoque de véritable réaction du corps politique national », ajoute-t-il. Le plus inquiétant ? « Nous continuons à nous raconter que la réindustrialisation est engagée parce que nous annonçons des milliards d'investissements et inaugurons quelques grandes usines. Or nous partons d'un niveau extrêmement bas : l'industrie manufacturière représente autour de 10 % de notre richesse nationale, pratiquement deux fois moins qu'en Allemagne ». « Il faut évidemment soutenir l'industrie lorsque c'est nécessaire. Mais avant d'ajouter en permanence des dispositifs, parfois des aides, on devrait commencer par cesser de fabriquer une partie de ses handicaps », souligne encore l'expert. Qui envisage de voir l'industrie française comme « le laboratoire d'un nouveau pacte social. La qualité du dialogue entre partenaires sociaux y est souvent très bonne. » (LePoint.fr)